

2 Opinions - Courrier

Coopération suisse: indispensable!

L'invité

René Longet

Président de la Fédération genevoise de coopération (FGC)



Face à la persistance d'inégalités considérables et d'une prédation irresponsable des ressources de la Terre, l'ONU validait, en 2015, 17 Objectifs de développement durable (ODD) détaillés en 169 cibles, succédant aux 8 Objectifs du millénaire de 2000. Concrétisant la notion de développement durable, ces contenus constituent autant d'engagements pour une Planète vivable et viable.

L'aide publique au développement, à laquelle les États industrialisés se sont engagés en 1970 à consacrer 0,7% de leur PIB, atteint aujourd'hui quelque 150 milliards de dollars par an; elle serait plus du double, si tous les États respectaient le pourcentage convenu.

Tant par son volume financier que par la nature de ses réalisations, la coopération est un facteur clé de la mise en œuvre des ODD - tout comme on peut affirmer qu'il ne saurait y avoir de durabilité sans coopération ni de coopération sans durabilité.

Les contributions de la société civile sont parmi les plus efficaces et précieuses, exprimant une solidarité directe entre citoyens d'ici et leurs partenaires dans le Sud, associations, coopératives, municipalités. Ensemble, ils se battent pour le droit à l'alimentation, l'éducation, la santé, un revenu et un travail décent, la gestion des ressources locales, une autonomie et une résilience sociale, économique et territoriale.

La coopération suisse bénéficie d'une bonne assise et d'une large expérience. Elle correspond aux liens étroits que notre pays a tissés avec le monde: émigration, immigration, relations économiques internationales, implication dans la concertation multilatérale, hôte de nombreuses organisations internationales. Les orientations imprimées par le conseiller fédéral Ignazio Cassis depuis son entrée en

fonction font cependant craindre un repli sur des intérêts nationaux étroits. C'est oublier que l'équilibre du monde nous concerne au premier chef et que c'est justement la tendance au repli des pays sur leurs intérêts immédiats qui le met en péril.

Se retirer de certains pays au prétexte que leur PIB a augmenté? N'oublions pas que le PIB ne dit rien sur les inégalités, qui demeurent majeures. Conditionner les crédits au retour des requérants d'asile? C'est prendre le problème à l'envers. La coopération aide à vivre dignement au pays, ce qui à terme pourra prévenir la migration forcée. Prioriser les intérêts de nos entreprises? Il importe surtout d'aligner leurs investissements dans le Sud sur les ODD, afin d'assurer la cohérence entre les fonds publics alloués à la coopération et les investissements privés, 5 fois plus importants.

«Les orientations imprimées par le conseiller fédéral Ignazio Cassis depuis son entrée en fonction font craindre un repli sur des intérêts nationaux étroits»

Faisons tout pour garder la crédibilité, la pertinence et la qualité de la coopération suisse, et ne succombons pas à la tentation de l'instrumentaliser au service de ce court-termisme qui est à la source de bien des dérives du monde actuel. Et cessons les menaces de coupes et les coupes dans les crédits de coopération - tant la Confédération que le Canton sont loin d'avoir atteint l'objectif internationalement convenu!

Table ronde «Quelles priorités contre la pauvreté?» le 23 mai de 19 h à 21 h, Uni Bastions, salle B111, rue De-Candolle 5, 1205 Genève. Entrée libre.